



Dans un Chili en pleine ébullition, le peuple autochtone des Mapuches fait entendre sa voix

Au milieu des manifestations qui agitent le Chili depuis trois semaines, flotte souvent le drapeau des Mapuches, peuple autochtone en quête d'autonomie et réprimé pendant des décennies. Pour l'ensemble du pays, les couleurs mapuches sont devenues un symbole de résistance. « *[Nos] jeunes n'ont plus peur des militaires, ils ont grandi avec* », souligne l'un de leurs porte-parole.

Temuco (Chili), de notre envoyé spécial. - Les uns après les autres, ils arrivent progressivement sur la place de l'hôpital de Temuco, ville de la région centrale du Chili, à mi-chemin entre les eaux du Pacifique et les montagnes des Andes. Des drapeaux aux couleurs mapuches – le principal peuple autochtone du pays – sont proposés à ceux qui arrivent. Une fois l'averse glaciale passée, la petite foule se rassemble. Les *lonkos* (leaders) prennent la parole. Ils alternent espagnol et mapudungun, la langue mapuche.

Très vite, l'un d'eux fait référence à la situation que traverse le pays : « *La répression, les arrestations, la torture, les morts, ça fait des années que nous en souffrons. Le peuple mapuche ne peut que se solidariser avec le peuple chilien qui, aujourd'hui, fait face aux mêmes horreurs.* »

La semaine précédente, les Mapuches étaient venus en masse : plus de 12 000 d'entre eux ont manifesté. À cette occasion, ils ont décapité la statue d'un des « conquistadores » (les conquérants espagnols de la colonisation) trônant en ville. Cette fois, ils sont seulement quelques centaines mais savent se faire remarquer : les jeunes soufflent avec vigueur durant toute la marche dans différents instruments à vent et les cris de ralliement sont régulièrement repris en chœur. À mesure que la marche fait le tour du petit centre-ville, des étudiants de l'université voisine et quelques passants curieux les rejoignent, accompagnant le cortège jusqu'au palais du gouvernement local.



Dans les manifestations monstres de Santiago, le drapeau mapuche est au moins aussi présent que celui du Chili. Pourtant, jusqu'à récemment, la lutte mapuche était encore mal vue, en raison d'une couverture médiatique tendancieuse accusant régulièrement les autochtones de narcoterrorisme. Un certain ras-le-bol s'exprimait aussi envers une lutte qui dure depuis plusieurs décennies et qui est parfois vue comme une entrave au développement de la région la plus pauvre du pays.

Dans les milieux de gauche de Santiago, on reconnaît que cette lutte n'était pas franchement une priorité. « *Depuis qu'ils se font tabasser, que les policiers ne sont plus en odeur de sainteté à cause des scandales de corruption, les Chiliens ont finalement compris nos dénonciations et de quoi est capable l'État chilien*, explique Jaime Huenchullán, *werkén* (porte-parole) de la communauté de Temucucui. *Notre drapeau est devenu un symbole de lutte et de résistance auquel s'identifient les manifestants, c'est une bonne chose. Quoi qu'il arrive, le changement est en route.* »

« *Je crois que ce nouveau soutien est lié à la massification des réseaux sociaux qui a permis de diffuser notre version des faits* », analyse Miguel Melun Pehuen, *werkén* de l'Alliance territoriale mapuche (ATM), un pince-sans-rire au look de professeur universitaire. « *C'est évident depuis le début des manifestations, mais ça a débuté l'an passé, avec l'assassinat de Camilo Catrillanca.* »

Camilo était un jeune cadre de l'ATM d'à peine 24 ans, déjà membre important de la communauté de Temucucui, tué par un commando d'élite, le commando Jungla, tout spécialement entraîné aux techniques de contre-insurrection rurale en Colombie. Les policiers ont d'abord assuré avoir répondu à une attaque, mais Camilo a été tué alors qu'il était juste en train de travailler un champ sur son tracteur. Ce commando, dissous depuis, n'était pas là par hasard.

C'est toute la zone d'Araucanía, la région mapuche, qui est militarisée. « *L'oppression des militaires continue* », dénonce Jaime, le *werkén* de Temucuicui, ajoutant qu'il « *est dangereux de passer par Ercilla [la ville la plus proche de sa communauté – ndlr] où des grands propriétaires nous menacent...* »

Le principal danger vient toutefois des militaires et des policiers. Pendant la manifestation, la police est absente. À peine si un motard gère le trafic, avec l'aide de deux chiens zélés qui tentent de maintenir les voitures éloignées du cortège. « *Depuis le début des événements au Chili, ils nous laissent plutôt tranquilles dans les manifestations. La vraie répression a lieu loin du centre-ville, sur nos territoires* », affirme Miguel Melun Pehuen, qui raconte une routine « *de contrôles incessants, de descentes, d'arrestations et de beaucoup de blessés* ». Avec un sourire froncé, il ajoute : « *Moi-même, je connais tous les hôpitaux de la région.* » Puis, d'un air grave, il s'empare contre une présence militaire permanente depuis les années 1990. « *Quand quelqu'un meurt, ça peut baisser un temps avant de revenir mais c'est tout.* »

Les *lonkos* dénoncent une justice spéciale qui s'applique seulement dans l'Araucanía. Sebastián Saavedra, avocat du Centre d'investigation et de défense Sud, le CIDSUR, une organisation de lutte contre les atteintes aux droits de l'homme, confirme : « *Concrètement, il n'y a qu'ici que la loi antiterroriste s'applique. Une loi promulguée par Pinochet qui servait à enfermer les communistes. Du coup, tout peut être considéré comme une activité terroriste. Il suffit que "l'acte puisse causer une crainte à tout ou partie de la population chilienne".* » La loi a été utilisée pour la première fois dans la région sous le mandat d'un président socialiste, au début des années 2000. Depuis, elle n'a jamais été remise en cause. En 2010, à la suite d'une grève de la faim de quatre mois de prisonniers mapuches, une réforme modeste en a exclu les enfants et les adolescents.

Pour Jaime, ces lois spéciales et cette présence militaire s'expliquent par le fait que « *le Chili a toujours été dirigé par des hommes aux ordres des grandes entreprises. Chaque gouvernement parle de concertation, mais au final, ça se termine toujours par un mort de notre côté* ». Depuis le retour de la démocratie, 4 Mapuches ont été tués par la police, 15 sont morts en prison et un autre a disparu après avoir été contrôlé par les forces de l'ordre.

La présence des Mapuches est vue comme un obstacle pour les intérêts de l'industrie forestière et des grands propriétaires terriens. Si les Mapuches ne sont pas adeptes de la lutte armée, ils s'attaquent régulièrement à des camions transportant du bois pour les incendier. La méthode est illégale, car les industries ont le droit d'exploiter les forêts et le territoire mapuche n'est pas reconnu ou protégé par la loi, comme c'est par exemple le cas pour les autochtones au Brésil. Jaime, accusé à plusieurs reprises de participer à des incendies, a toujours bénéficié de non-lieux. À demi-mot, méfiant, il en justifie la pratique. « *Ils nous ont envahis et ont imposé leur loi sur le territoire mapuche qu'ils détruisent, on ne peut pas accepter ça les bras croisés. On veut simplement appliquer notre droit à l'autodétermination.* »

« *On veut être reconnus comme peuple au sein du Chili* »

Pour comprendre le mouvement, il faut revenir au processus de colonisation du Chili. Devenu indépendant en 1810, l'État n'a maté la résistance mapuche qu'en 1883. Dès lors et jusqu'aux années 1930, une Commission d'éradication des indigènes a expulsé plus de 3 000 personnes de leurs terres, remplacées par des migrants européens attirés par les avantages offerts par le gouvernement chilien. Avec la réforme agraire mise en place par Allende, les Mapuches récupèrent une partie de leurs terres. Après le coup d'État de Pinochet en 1973, ces terres sont immédiatement redonnées aux « vrais propriétaires », principalement des grandes industries forestières et de grands fermiers.

Réprimé pendant la dictature, le mouvement n'a vraiment repris que dans les années 1990, avant de trouver son ampleur la décennie suivante. « *Et ces entreprises toutes-puissantes reçoivent des subventions de l'État, à hauteur de 65 % de leurs investissements !* », s'exclame Sebastián Saavedra. Dans la région la plus pauvre du pays, où les Mapuches sont confrontés à un chômage massif et au pire taux de mortalité infantile du pays, le sentiment d'injustice est attisé par ce genre de privilèges, hérités, là encore, de la dictature.

Quand les preuves pour incriminer les indigènes n'existent pas, les policiers ne se gênent pas pour les inventer... Ainsi, Alberto Curamil, un jeune *lonko*, n'a pas pu recevoir son Goldman Environmental Prize 2019, le « prix Nobel vert ». Il est en prison depuis plus d'un an pour port d'arme illégal et braquage. L'accusation, uniquement fondée sur des témoignages anonymes, ne tient pas et Miguel Melun espère être libéré pour décembre. « *En attendant, l'un des projets de barrage auquel il s'opposait a été validé. Même s'ils savent que le tribunal va l'acquitter, l'idée était de le retirer un moment de la circulation grâce à la prison préventive...* »



« *On veut être reconnu comme peuple au sein du Chili* »

Pour comprendre le mouvement, il faut revenir au processus de colonisation du Chili. Devenu indépendant en 1810, l'État n'a maté la résistance mapuche qu'en 1883. Dès lors et jusqu'aux années 1930, une Commission d'éradication des indigènes a expulsé plus de 3 000 personnes de leurs terres, remplacées par des migrants européens attirés par les avantages offerts par le gouvernement chilien. Avec la réforme agraire mise en place par Allende, les Mapuches récupèrent une partie de leurs terres. Après le coup d'État de Pinochet en 1973, ces terres sont immédiatement redonnées aux « vrais propriétaires », principalement des grandes industries forestières et de grands fermiers.

Réprimé pendant la dictature, le mouvement n'a vraiment repris que dans les années 1990, avant de trouver son ampleur la décennie suivante. « *Et ces entreprises toutes-puissantes reçoivent des subventions de l'État, à hauteur de 65 % de leurs investissements !* », s'exclame Sebastián Saavedra. Dans la région la plus pauvre du pays, où les Mapuches sont confrontés à un chômage massif et au pire taux de mortalité infantile du pays, le sentiment d'injustice est attisé par ce genre de privilèges, hérités, là encore, de la dictature.

Quand les preuves pour incriminer les indigènes n'existent pas, les policiers ne se gênent pas pour les inventer... Ainsi, Alberto Curamil, un jeune *lonko*, n'a pas pu recevoir son Goldman Environmental Prize 2019, le « prix Nobel vert ». Il est en prison depuis plus d'un an pour port d'arme illégal et braquage. L'accusation, uniquement fondée sur des témoignages anonymes, ne tient pas et Miguel Melun espère être libéré pour décembre. « *En attendant, l'un des projets de barrage auquel il s'opposait a été validé. Même s'ils savent que le tribunal va l'acquitter, l'idée était de le retirer un moment de la circulation grâce à la prison préventive...* »

D'autres Mapuches croupissent en prison. Les frères Tralcal, condamnés à 18 ans de prison à la suite du procès Luchsinger-MacKay, un couple de grands propriétaires morts dans l'incendie de leur maison, sont toujours incarcérés. « *Toute l'accusation repose sur un témoignage obtenu après torture, se désole l'avocat. La justice ne met pas de réels freins aux stratégies policières et militaires de répression qui dépassent totalement le cadre du droit.* »

Jaime et Miguel savent de quoi ils parlent. Fin 2017, tous deux ont été arrêtés lors de l'opération Huracán qui a abouti à l'arrestation de dix Mapuches, accusés d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Sauf que l'opération, organisée par les plus hautes instances de l'État, reposait entièrement sur des preuves fabriquées. « *Trois de mes frères ont été arrêtés avec moi, on a toujours été harcelés, mais là, c'était un autre niveau, explique Jaime. Ça a été terrible pour notre image, mais lorsque la vérité a fini par éclater, début 2018, ça a finalement servi notre cause, ça fait partie des révélations qui ont mis à mal l'image de l'État chilien.* » Miguel dénonce aussi des techniques de démoralisation appliquées aux *lonkos* gênants : des coups de fil anonymes répétitifs ou des dénonciations d'adultères pour mettre à mal l'équilibre des familles.

Pour les policiers, l'impunité règne. « *Il n'y a que dans le cas Camilo Catrillanca que les accusés sont en préventive* », explique Sebastián Saavedra. Juste avant l'entretien, l'avocat était à l'audience d'une affaire datant de 2002. À l'époque, Alex Llamun, un jeune Mapuche, a été tué par des policiers qui avaient remplacé les munitions anti-émeute par des balles réelles avant de faire feu. Jugé par la justice militaire, il a rapidement bénéficié d'un non-lieu. Mais depuis la réforme promulguée par le président Sebastián Piñera à la suite de la grève de la faim des prisonniers mapuches, la justice militaire ne s'applique qu'aux affaires strictement militaires. Un nouveau procès a débuté et, 17 ans après les faits, les Mapuches ne désespèrent pas d'obtenir justice, même s'ils restent sceptiques.

Pour eux, le Chili est raciste. Miguel assure même que tenter d'effacer toute origine autochtone fait partie de l'identité nationale chilienne. « *Le racisme est tellement structurel que les premiers Mapuches à s'être formés à l'université ont rejeté leurs origines. Dans la rue, des gens se permettent des commentaires contre nous.* » Un responsable local chargé des questions agricoles a récemment déclaré que « *les Mapuches n'avaient pas la capacité intellectuelle de faire des mathématiques* ».

Confrontés à ces injustices, aux difficultés économiques, aux menaces et à la présence militaire, les jeunes Mapuches revendiquent de plus en plus leur identité et sont toujours plus téméraires, constate Miguel. « *Les jeunes n'ont plus peur des militaires, ils ont grandi avec.* » D'un contact difficile, ils refusent tous de parler durant la manifestation, seuls *lonkos* et *werkéns* peuvent s'exprimer, disent-ils. Face aux menaces de l'industrie forestière, au manque d'eau que cela engendre, au problème des déchets des villes qui envahissent les terres mapuches, « *les tensions ne peuvent qu'augmenter* », affirme Miguel.

Dans les communautés les plus nombreuses, les jeunes régulent déjà avec fermeté les entrées et sorties du territoire. Au milieu de l'agitation sociale, les Mapuches se joignent aux revendications et eux aussi ont milité pour un changement de Constitution. Vendredi, les parlementaires ont approuvé la tenue d'un référendum en avril 2020 qui pourrait aboutir à une révision constitutionnelle. « *La loi indigène actuelle ne sert à rien, il faut du changement. On veut être reconnu comme peuple au sein du Chili et avoir une certaine autonomie* », dit Jaime.